

(Deutsche Übersetzung:

"ALBERT II., König der Belgier,

Allen Gegenwärtigen und Zukünftigen, Unser Gruß!

Die Abgeordnetenkammer hat das Folgende angenommen, und Wir sanktionieren es:

(Gesetz)

Wir fertigen das vorliegende Gesetz aus und ordnen an, daß es mit dem Staatssiegel versehen und durch das *Belgische Staatsblatt* veröffentlicht wird.")

§ 2 - Gemäß den Artikeln 77 und 78 der Verfassung angenommene Gesetze werden folgenderweise sanktioniert und ausgefertigt:

ALBERT II, Koning der Belgen,

Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

De Kamers hebben aangenomen en Wij bekrachtigen hetgeen volgt :

(Wet)

Kondigen deze wet af, bevelen dat zij met's Lands zegel zal worden bekleed en door het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

ALBERT II, Roi des Belges,

A tous, présents et à venir, Salut.

Les Chambres ont adopté et Nous sanctionnons ce qui suit :

(Loi)

Promulguons la présente loi, ordonnons qu'elle soit revêtue du sceau de l'Etat et publiée par le *Moniteur belge*."

(Deutsche Übersetzung:

"ALBERT II., König der Belgier,

Allen Gegenwärtigen und Zukünftigen, Unser Gruß!

Die Kammern haben das Folgende angenommen, und Wir sanktionieren es:

(Gesetz)

Wir fertigen das vorliegende Gesetz aus und ordnen an, daß es mit dem Staatssiegel versehen und durch das *Belgische Staatsblatt* veröffentlicht wird.")

Art. 3 - Vorliegendes Gesetz tritt am Tag seiner Veröffentlichung im *Belgischen Staatsblatt* in Kraft.

Wir fertigen das vorliegende Gesetz aus und ordnen an, daß es mit dem Staatssiegel versehen und durch das *Belgische Staatsblatt* veröffentlicht wird.

Gegeben zu Brüssel, den 8. November 1995

ALBERT

Von Königs wegen:

Der Premierminister

J.-L. DEHAENE

Mit dem Staatssiegel versehen:

Der Minister der Justiz

S. DE CLERCK

Vu pour être annexé à Notre arrêté du 10 novembre 1996.

Gezien om te worden gevoegd bij Ons besluit van 10 november 1996.

ALBERT

Par le Roi :

De Minister van Binnenlandse Zaken,

J. VANDE LANOTTE

ALBERT

Van Koningswege :

Le Ministre de l'Intérieur,

J. VANDE LANOTTE

COUR D'ARBITRAGE

[96/21367]

Arrêt n° 80/96 du 18 décembre 1996

Numéro du rôle : 941

En cause : le recours en annulation totale ou partielle des articles 26, § 2, alinea 1er, et 107 du décret de la Communauté française du 5 août 1995 fixant l'organisation générale de l'enseignement supérieur en hautes écoles, introduit par P. Colpaert.

La Cour d'arbitrage,

composée des présidents M. Melchior et L. De Grève, et des juges P. Martens, G. De Baets, E. Cerexhe, A. Arts et R. Henneuse, assistée du greffier L. Potoms, présidée par le président M. Melchior,

après en avoir délibéré, rend l'arrêt suivant :

I. *Objet du recours*

Par requête adressée à la Cour par lettre recommandée à la poste le 1^{er} mars 1996 et parvenue au greffe le 4 mars 1996, P. Colpaert, demeurant à 7783 Bizet, rue du Touquet 155, a introduit un recours en annulation des mots « en application de dispositions arrêtées par le Gouvernement » à l'article 26, § 2, alinea 1^{er}, ainsi que de l'article 107 du décret de la Communauté française du 5 août 1995 fixant l'organisation générale de l'enseignement supérieur en hautes écoles, publié au *Moniteur belge* du 1^{er} septembre 1995.

II. La procédure

Par ordonnance du 4 mars 1996, le président en exercice a désigné les juges du siège conformément aux articles 58 et 59 de la loi spéciale du 6 janvier 1989 sur la Cour d'arbitrage.

Les juges-rapporteurs ont estimé n'y avoir lieu de faire application des articles 71 ou 72 de la loi organique.

Le recours a été notifié conformément à l'article 76 de la loi organique, par lettres recommandées à la poste le 4 avril 1996.

L'avis prescrit par l'article 74 de la loi organique a été publié au *Moniteur belge* du 10 avril 1996.

Le Gouvernement de la Communauté française, place Surlin de Chokier 15-17, 1000 Bruxelles, a introduit un mémoire, par lettre recommandée à la poste le 15 mai 1996.

Ce mémoire a été notifié conformément à l'article 89 de la loi organique, par lettre recommandée à la poste le 29 mai 1996.

Le requérant a introduit un mémoire en réponse, par lettre recommandée à la poste le 25 juin 1996.

Par ordonnance du 27 juin 1996, la Cour a prorogé jusqu'au 1^{er} mars 1997 le délai dans lequel l'arrêt doit être rendu.

Par ordonnance du 6 novembre 1996, la Cour a déclaré l'affaire en état et fixé l'audience au 28 novembre 1996.

Cette ordonnance a été notifiée aux parties ainsi qu'aux avocats du Gouvernement de la Communauté française par lettres recommandées à la poste le 6 novembre 1996.

A l'audience publique du 28 novembre 1996 :

— ont comparu :

P. Colpaert, en personne;

Me R. Witmeur, avocat du barreau de Bruxelles, pour le Gouvernement de la Communauté française;

— les juges-rapporteurs P. Martens et G. De Baets ont fait rapport;

— les parties précitées ont été entendues;

— l'affaire a été mise en délibéré.

La procédure s'est déroulée conformément aux articles 62 et suivants de la loi organique, relatifs à l'emploi des langues devant la Cour.

III. Objet des dispositions attaquées

L'article 26, § 2, alinéa 1^{er}, du décret de la Communauté française du 5 août 1995 fixant l'organisation générale de l'enseignement supérieur en hautes écoles attribue au Gouvernement la compétence d'arrêter des dispositions en application desquelles les autorités d'une haute école peuvent, par décision motivée, refuser l'inscription d'un étudiant.

L'article 107 du décret en fixe l'entrée en vigueur.

IV. En droit

- A -

Quant à la recevabilité *ratione temporis*

A.1.1. Le Gouvernement de la Communauté française soulève une exception d'irrecevabilité *ratione temporis*. Le décret en cause ayant été publié le 1^{er} septembre 1995, le recours, introduit le 1^{er} mars 1996, est irrecevable puisque le délai expirait le 29 février 1996.

A.1.2. Le requérant soutient que le délai de recours expirait bien le 1^{er} mars 1996, soit à la date à laquelle la requête a été notifiée. La Cour a fait application de cette méthode de computation des délais dans son arrêt n° 11/96 en ne rejetant pas pour irrecevabilité *ratione temporis* un recours introduit le 8 mai 1995 contre un décret publié au *Moniteur belge* du 8 novembre 1994.

Quant à l'intérêt du requérant

A.2.1. Le requérant agit en sa qualité d'étudiant dans l'enseignement supérieur de type court et de plein exercice. Il craint de ne pas pouvoir prolonger ses études au terme de l'année en cours ou de ne pas pouvoir entamer de nouvelles études, et ce en raison des dispositions arrêtées par le Gouvernement en exécution de la disposition décrétalement entreprise.

L'exception du Gouvernement de la Communauté française

A.2.2.1. Le requérant ne peut justifier de son intérêt que s'il démontre que la norme attaquée l'affecte défavorablement. En l'espèce, l'intérêt du requérant est hypothétique, aucun refus d'inscription ne lui ayant été notifié. Il lui appartient par ailleurs d'apporter des précisions sur sa situation personnelle et de prouver les raisons objectives qui peuvent lui faire craindre d'être affecté par la disposition litigieuse.

La délégation faite au pouvoir exécutif en des termes généraux doit être présumée constitutionnelle; le Gouvernement devra respecter les garanties inscrites à l'article 24 de la Constitution.

En outre, à supposer qu'il existe, le préjudice du requérant ne résulterait pas de la disposition attaquée puisque la haute école pourrait refuser l'inscription sur la seule base de son règlement intérieur. La disposition attaquée a pour effet de procurer un avantage aux étudiants en ouvrant la possibilité de recours contre un refus d'inscription. Le décret ne vise d'ailleurs pas à restreindre le libre accès des étudiants, mais au contraire à prévoir des dispositions auxquelles les hautes écoles doivent se soumettre en la matière.

L'objet du recours étant limité aux mots « en application de dispositions arrêtées par le Gouvernement » figurant à l'article 26, § 2, alinéa 1^{er}, du décret, la situation du requérant deviendrait moins favorable s'il était fait droit à sa demande : dans ce cas, les autorités des hautes écoles disposeraient d'un pouvoir discrétionnaire, tandis qu'en cas de rejet du recours, cette faculté ne pourra s'exercer que dans les limites fixées par le Gouvernement.

A.2.2.2. La disposition attaquée reproduit l'article 52 du décret du 27 octobre 1994, abrogé par l'article 95 du décret en cause. La situation juridique du requérant n'est donc pas affectée par le texte entrepris.

La réponse du requérant

A.2.3.1. Par la généralité de la délégation reçue, le Gouvernement pourrait prévoir des causes de refus d'inscription visant par exemple les doubleurs ou les titulaires d'un grade académique, ou même instaurer un *numerus clausus*. Il court donc le risque de ne pas pouvoir terminer ses études ou de ne pas pouvoir entamer de nouvelles.

S'il était requis en outre que le requérant ait déjà subi un préjudice, ceci reviendrait à empêcher tout recours en annulation contre une disposition législative non exécutée dans les six mois de sa publication au *Moniteur belge*.

L'argumentation selon laquelle la haute école pourrait refuser l'inscription sur la seule base de son règlement intérieur, soutenue dans une autre affaire, a été rejetée par l'arrêt n° 11/96 de la Cour.

A.2.3.2. Quant à l'effet sur l'intérêt du requérant du maintien en vigueur de la disposition identique abrogée par le décret en cause, ce problème est controversé, la matière étant appréciée différemment devant le Conseil d'Etat et devant la Cour d'arbitrage.

Quant au fond

Le moyen unique

A.3.1. Le moyen, pris de la violation de l'article 24, § 5, de la Constitution, reproche à la disposition attaquée de prévoir une délégation trop importante au Gouvernement. Conformément à la jurisprudence de la Cour (notamment l'arrêt n° 11/96) et des deux sections du Conseil d'Etat, les conditions du refus d'inscription dans une haute école relèvent de l'organisation de l'enseignement au sens de l'article 24, § 5, de la Constitution et les critères de ce refus sont des éléments essentiels de cette organisation, qui ne peuvent être délégués au Gouvernement.

Le point de vue du Gouvernement de la Communauté française

A.3.2. Selon la jurisprudence de la Cour, des délégations peuvent être accordées au pouvoir exécutif par le législateur, à la condition que ce dernier fixe les principes de base.

Tel est le cas en l'espèce, puisque le décret en cause fixe le principe essentiel du libre choix et qu'il n'admet le refus d'inscription qu'à titre d'exception, celle-ci devant se justifier, selon les travaux préparatoires, par des raisons académiques ou disciplinaires. En outre, le refus doit être motivé, l'étudiant doit en être informé, un appel est instauré et un bref délai est prévu pour statuer sur ce recours. La délégation se limite donc aux modalités de la décision de refus.

En outre, le principe posé par le décret attaqué n'est pas novateur. Déjà l'article 9bis, § 2, de la loi du 7 juillet 1970 relative à la structure générale de l'enseignement supérieur permettait-il le refus d'inscription. De même, le Conseil d'Etat a jugé que le droit à l'instruction ne permet pas à un élève d'être admis dans tout établissement de son choix; *a fortiori*, un pareil principe, posé dans l'enseignement subventionné, doit prévaloir dans l'enseignement supérieur vis-à-vis duquel il n'existe plus d'obligation scolaire. Dans son arrêt n° 23/91, la Cour d'arbitrage a considéré qu'il n'existait pas un droit absolu à poursuivre des études de manière ininterrompue.

La disposition attaquée a pour seul but d'encadrer les refus d'inscription, en manière telle que ces décisions respectent des modalités prévues par un arrêté pris en exécution du décret. La délégation portant sur ces modalités n'est pas illicite, alors même que l'obligation de motivation et les règles essentielles relatives aux recours figurent dans le décret.

La réponse du requérant

A.3.3. L'espace de réglementation laissé au pouvoir exécutif par l'article 24, § 5, de la Constitution est devenu plus étroit. Les dispositions fondamentales en matière d'enseignement sont réservées au pouvoir législatif.

Selon l'arrêt n° 11/96 de la Cour, les conditions auxquelles une inscription peut être refusée relèvent de l'organisation de l'enseignement visée à l'article 24, § 5, de la Constitution, ces critères étant des éléments essentiels de l'enseignement. La jurisprudence de cet arrêt doit être confirmée, les arrêts d'annulation ayant l'autorité absolue de la chose jugée.

- B -

Quant à la recevabilité ratione temporis

B.1.1. Aux termes de l'article 3, § 1^{er}, de la loi spéciale du 6 janvier 1989 sur la Cour d'arbitrage, le recours tendant à l'annulation d'un décret n'est recevable que s'il est introduit dans un délai de six mois suivant la publication du décret au *Moniteur belge*. Aux termes de l'article 119 de la loi précitée, le jour de la publication de l'acte qui est le point de départ d'un délai n'est pas compris dans le calcul de celui-ci alors que le jour de l'échéance est inclus dans le calcul de la computation.

B.1.2. Il résulte de ce qui précède que le délai pour introduire le recours contre le décret de la Communauté française du 5 août 1995 fixant l'organisation générale de l'enseignement supérieur en hautes écoles a pris cours le lendemain du jour de sa publication au *Moniteur belge* du 1^{er} septembre 1995, et courait donc jusqu'au 1^{er} mars 1996 inclus. Introduit le 1^{er} mars 1996, le recours est recevable.

L'exception est rejetée.

Quant à l'intérêt du requérant

B.2.1. Le requérant, qui est dans les conditions requises pour entreprendre des études supérieures, peut être directement et défavorablement affecté par la disposition attaquée puisqu'il pourrait à l'avenir se voir refuser son inscription, s'il ne satisfaisait pas aux dispositions qui seraient arrêtées par le Gouvernement en vertu de la délégation qui lui est accordée par l'article 26, § 2, alinéa 1^{er}, attaqué du décret en cause.

Il ne peut être exigé du requérant qu'il établisse au moment de l'introduction de sa requête que la norme attaquée lui causera un préjudice puisque le Gouvernement n'avait pas encore arrêté les dispositions qu'il est habilité à prendre, que de telles dispositions peuvent être modifiées par lui et que le requérant doit attaquer la disposition législative qui lui fait grief dans les six mois de sa publication au *Moniteur belge*.

La première exception d'irrecevabilité quant à l'intérêt du requérant est rejetée.

B.2.2. La délégation au pouvoir exécutif dénoncée par le requérant, qui figurait dans une norme antérieure abrogée par le décret en cause, est reprise par la disposition attaquée, de sorte que le recours dirigé contre la nouvelle norme est recevable.

La seconde exception d'irrecevabilité relative à l'intérêt du requérant est rejetée.

Quant au fond

B.3.1. L'article 24, § 5, de la Constitution dispose :

« L'organisation, la reconnaissance ou le subventionnement de l'enseignement par la communauté sont réglés par la loi ou le décret. »

Aux termes du rapport fait au nom de la Commission de la révision de la Constitution et des réformes des institutions, le Constituant a voulu que « seules des personnes démocratiquement élues [puissent] régler par des règles générales l'octroi de subsides à l'enseignement ainsi que son organisation et son agrément » (*Doc. parl.*, Sénat, S.E. 1988, n° 100-1/2°, p. 4).

B.3.2. Les conditions auxquelles une inscription peut être refusée dans une haute école relèvent de l'organisation de l'enseignement visée à l'article 24, § 5, de la Constitution.

B.3.3. Le Constituant n'a pas entendu interdire toute délégation qui serait accordée par le législateur au gouvernement. Une telle délégation ne saurait toutefois être à ce point étendue qu'elle laisserait au gouvernement le soin de fixer des règles essentielles à l'organisation de l'enseignement.

B.3.4. En l'espèce, le législateur décréteil s'est borné à disposer que les autorités des hautes écoles peuvent refuser l'inscription d'un étudiant, par une décision motivée, « en application de dispositions arrêtées par le Gouvernement ».

Le législateur décréteil laisse ainsi au Gouvernement de la Communauté française le soin de fixer les critères selon lesquels une inscription peut être refusée. Ces critères sont des éléments essentiels de l'organisation de l'enseignement.

La délégation inscrite à l'article 26, § 2, alinéa 1^{er}, du décret attaqué n'est dès lors pas compatible avec l'article 24, § 5, de la Constitution.

B.4. Seule la délégation accordée au Gouvernement est entachée d'inconstitutionnalité.

Par contre, en ce qu'elle habilite les autorités des hautes écoles à refuser une inscription par décision motivée, la disposition attaquée n'est pas contraire à l'article 24, § 5, de la Constitution. Il résulte de ce qui précède que ces autorités ne pourront user de cette faculté qu'en faisant application de critères fixés par des dispositions législatives.

Il convient donc d'annuler, à l'alinéa 1^{er} de l'article 26, § 2, du décret du 5 août 1995, les mots « en application de dispositions arrêtées par le Gouvernement ».

B.5. En raison de l'annulation de la disposition de fond de l'article 26, § 2, alinéa 1^{er}, le requérant est sans intérêt à critiquer la disposition relative à la mise en vigueur du décret. Il n'y a pas lieu d'annuler l'article 107 de ce décret.

Par ces motifs,

la Cour

annule, à l'article 26, § 2, alinéa 1^{er}, du décret de la Communauté française du 5 août 1995 fixant l'organisation générale de l'enseignement supérieur en hautes écoles, les mots: « en application de dispositions arrêtées par le Gouvernement »;

rejette le recours pour le surplus.

Ainsi prononcé en langue française, en langue néerlandaise et en langue allemande, conformément à l'article 65 de la loi spéciale du 6 janvier 1989 sur la Cour d'arbitrage, à l'audience publique du 18 décembre 1996.

Le greffier,
L. Potoms.

Le président,
M. Melchior.

ARBITRAGEHOF

[96/21367]

Arrest nr. 80/96 van 18 december 1996

Rolnummer 941

In zake: het beroep tot gehele of gedeeltelijke vernietiging van de artikelen 26, § 2, eerste lid, en 107 van het decreet van de Franse Gemeenschap van 5 augustus 1995 houdende de algemene organisatie van het hoger onderwijs in hogescholen, ingesteld door P. Colpaert.

Het Arbitragehof,

samengesteld uit de voorzitters M. Melchior en L. De Grève, en de rechters P. Martens, G. De Baets, E. Cerexhe, A. Arts en K. Henneuse, bijgestaan door de griffier L. Potoms, onder voorzitterschap van voorzitter M. Melchior,

wijst na beraad het volgende arrest:

I. *Onderwerp van het beroep*

Bij verzoekschrift dat aan het Hof is toegezonden bij op 1 maart 1996 ter post aangetekende brief en ter griffie is ingekomen op 4 maart 1996, heeft P. Colpaert, wonende te 7783 Bizet, Touquetstraat 155, beroep tot vernietiging ingesteld van de woorden « ingevolge bepalingen die de Regering getroffen heeft » in artikel 26, § 2, eerste lid, alsmede van artikel 107 van het decreet van de Franse Gemeenschap van 5 augustus 1995 houdende de algemene organisatie van het hoger onderwijs in hogescholen, bekendgemaakt in het *Belgisch Staatsblad* van 1 september 1995.

II. *De rechtspleging*

Bij beschikking van 4 maart 1996 heeft de voorzitter in functie de rechters van de zetel aangewezen overeenkomstig de artikelen 58 en 59 van de bijzondere wet van 6 januari 1989 op het Arbitragehof.

De rechters-verslaggevers hebben geoordeeld dat er geen aanleiding was om artikel 71 of 72 van de organieke wet toe te passen.

Van het beroep is kennisgegeven overeenkomstig artikel 76 van de organieke wet bij op 4 april 1996 ter post aangetekende brieven.

Het bij artikel 74 van de organieke wet voorgeschreven bericht is bekendgemaakt in het *Belgisch Staatsblad* van 10 april 1996.

De Franse Gemeenschapsregering, Surlet de Chokierplein 15-17, 1000 Brussel, heeft een memorie ingediend bij op 15 mei 1996 ter post aangetekende brief.

Van die memorie is kennisgegeven overeenkomstig artikel 89 van de organieke wet bij op 29 mei 1996 ter post aangetekende brief.

De verzoeker heeft een memorie van antwoord ingediend bij op 25 juni 1996 ter post aangetekende brief.

Bij beschikking van 27 juni 1996 heeft het Hof de termijn waarbinnen het arrest moet worden gewezen, verlengd tot 1 maart 1997.

Bij beschikking van 6 november 1996 heeft het Hof de zaak in gereedheid verklaard en de dag van de terechtzitting bepaald op 28 november 1996.

Van die beschikking is kennisgegeven aan de partijen alsook aan de advocaten van de Franse Gemeenschapsregering bij op 6 november 1996 ter post aangetekende brieven.

Op de openbare terechtzitting van 28 november 1996 :

— zijn verschenen :

P. Colpaert, in eigen persoon;

Mr. R. Witmeur, advocaat bij de balie te Brussel, voor de Franse Gemeenschapsregering;

— hebben de rechters-verslaggevers P. Martens en G. De Baets verslag uitgebracht;

— zijn de voornoemde partijen gehoord;

— is de zaak in beraad genomen.

De rechtspleging is gevoerd overeenkomstig de artikelen 62 en volgende van de organieke wet, die betrekking hebben op het gebruik van de talen voor het Hof.

III. Onderwerp van de bestreden bepalingen

Artikel 26, § 2, eerste lid, van het decreet van de Franse Gemeenschap van 5 augustus 1995 houdende de algemene organisatie van het hoger onderwijs in hogescholen verleent de Regering de bevoegdheid om bepalingen vast te stellen met toepassing waarvan de overheid van een hogeschool bij een met redenen omkledde beslissing de inschrijving van een student kan weigeren.

Artikel 107 van het decreet bepaalt de inwerkingtreding ervan.

IV. In rechte

- A -

Ten aanzien van de ontoankelijkheid *ratione temporis*

A.1.1. De Franse Gemeenschapsregering werpt een exceptie van niet-ontoankelijkheid *ratione temporis* op. Aangezien het bestreden decreet werd bekendgemaakt op 1 september 1995, is het beroep, dat werd ingesteld op 1 maart 1996, onontvankelijk omdat de termijn op 29 februari 1996 is verstreken.

A.1.2. De verzoeker betoogt dat de termijn om beroep in te stellen wel degelijk afliep op 1 maart 1996, namelijk de datum waarop van het verzoekschrift kennis werd gegeven. Het Hof heeft toepassing gemaakt van die methode van termijnberekening in zijn arrest nr. 11/96, door een beroep ingesteld op 8 mei 1995 tegen een decreet bekendgemaakt in het *Belgisch Staatsblad* van 8 november 1994 niet te verwerpen wegens ontoankelijkheid *ratione temporis*.

Ten aanzien van het belang van de verzoeker

A.2.1. De verzoeker treedt op in zijn hoedanigheid van student in het hoger onderwijs van het korte type en met volledig leerplan. Hij vreest zijn studie niet te kunnen voortzetten na het lopende jaar of geen nieuwe studie te kunnen aanvatten, wegens de bepalingen die de Regering met toepassing van de bestreden decreetsbepaling heeft uitgevaardigd.

De exceptie van de Franse Gemeenschapsregering

A.2.2.1. De verzoeker kan enkel van zijn belang doen blijken als hij aantoont dat de bestreden norm hem ongunstig raakt. Te dezen is het belang van de verzoeker hypothetisch, aangezien hem van geen enkele weigering van inschrijving kennis werd gegeven. Het komt hem overigens toe nadere gegevens te verstrekken over zijn persoonlijke situatie en het bewijs te leveren voor de objectieve redenen op grond waarvan hij kan vrezen dat hij door de bestreden bepaling zal worden geraakt.

De delegatie die in algemene bewoordingen aan de uitvoerende macht is gegeven, moet worden geacht grondwettig te zijn; de Regering zal de in artikel 24 van de Grondwet vervatte waarborgen moeten eerbiedigen.

Zelfs als het zou bestaan, zou het nadeel van de verzoeker bovendien niet voortvloeien uit de bestreden bepaling, aangezien de hogeschool op de enkele grond van haar huishoudelijk reglement de inschrijving zou kunnen weigeren. De bestreden bepaling leidt ertoe dat aan de studenten een voordeel wordt gegeven, doordat in de mogelijkheid wordt voorzien in beroep te gaan tegen een weigering van inschrijving. Het decreet strekt er overigens niet toe de vrije toegang van de studenten te beperken, maar integendeel te voorzien in bepalingen waaraan de hogescholen zich ter zake moeten onderwerpen.

Aangezien het onderwerp van het beroep beperkt is tot de woorden « ingevolge bepalingen die de Regering getroffen heeft » in artikel 26, § 2, eerste lid, van het decreet, zou de situatie van de verzoeker minder gunstig worden indien zijn vordering zou worden ingewilligd : in dat geval zou de overheid van de hogeschool over een discretionaire bevoegdheid beschikken, terwijl die mogelijkheid in geval van verwerping van het beroep slechts binnen de door de Regering vastgestelde perken zal kunnen worden aangewend.

A.2.2.2. De bestreden bepaling neemt artikel 52 over van het decreet van 27 oktober 1994, opgeheven bij artikel 95 van het in het geding zijnde decreet. De rechtspositie van de verzoeker wordt dus niet aangetast door de bestreden tekst.

Antwoord van de verzoeker

A.2.3.1. Door het algemene karakter van de delegatie die de Regering heeft gekregen zou zij kunnen voorzien in gronden tot weigering van inschrijving die bijvoorbeeld de zittenblijvers of de houders van een academische graad zouden beogen, of zou zij zelfs een *numerus clausus* kunnen invoeren. De verzoeker loopt dan ook het gevaar zijn studie niet te kunnen afmaken of geen nieuwe studie te kunnen aanvatten.

Indien bovendien vereist zou zijn dat de verzoeker reeds een nadeel heeft geleden, zou dit neerkomen op het verhinderen van ieder beroep tot vernietiging tegen een wetsbepaling die niet binnen zes maanden na de bekendmaking ervan in het *Belgisch Staatsblad* is uitgevoerd.

De argumentatie volgens welke de hogeschool de inschrijving enkel op grond van haar huishoudelijk reglement zou kunnen weigeren en die in een andere zaak werd aangevoerd, werd verworpen in het arrest van het Hof nr. 11/96.

A.2.3.2. Ten aanzien van de weerslag, op het belang van de verzoeker, van de handhaving van de identieke bepaling die door het bestreden decreet werd opgeheven, dient te worden vermeld dat over dat probleem een controverse bestaat, aangezien die aangelegenheid verschillend wordt beoordeeld door de Raad van State en het Arbitragehof.

Ten gronde

Enig middel

A.3.1. In het middel, afgeleid uit de schending van artikel 24, § 5, van de Grondwet, wordt aan de bestreden bepaling verweten dat zij in een te ruime delegatie aan de Regering voorziet. Overeenkomstig de rechtspraak van het Hof (met name het arrest nr. 11/96) en van beide afdelingen van de Raad van State behoren de voorwaarden waaronder een inschrijving in een hogeschool kan worden geweigerd tot de inrichting van het onderwijs in de zin van artikel 24, § 5, van de Grondwet en vormen de criteria die aan die weigering zijn gekoppeld wezenlijke bestanddelen ervan, die niet aan de Regering kunnen worden gedelegeerd.

Standpunt van de Franse Gemeenschapsregering

A.3.2. Volgens de rechtspraak van het Hof vermag de wetgever delegaties te verlenen aan de uitvoerende macht, op voorwaarde dat hij de basisbeginselen vaststelt.

Dat is te dezen het geval, aangezien het bestreden decreet het wezenlijke beginsel van de keuzevrijheid vaststelt en de weigering van inschrijving slechts als uitzondering toestaat, vermits die weigering volgens de parlementaire voorbereiding moet worden verantwoord op grond van redenen van academische of disciplinaire aard. Bovendien dient de weigering met redenen te worden omkleed, dient zij aan de student te worden medegedeeld en wordt een hoger beroep ingevoerd, alsmede een korte termijn om over dat beroep uitspraak te doen. De delegatie beperkt zich derhalve tot de modaliteiten van de weigeringsbeslissing.

Bovendien is het beginsel dat door het bestreden decreet wordt gesteld, niet vernieuwend. Reeds artikel 9bis, § 2, van de wet van 7 juli 1970 betreffende de algemene structuur van het hoger onderwijs voorziet in de weigering van inschrijving. Tevens heeft de Raad van State geoordeeld dat het recht op onderwijs niet inhoudt dat een leerling in iedere inrichting van zijn keuze moet worden aanvaard; *a fortiori* dient een dergelijk beginsel, gesteld in het gesubsidieerd onderwijs, voorrang te krijgen in het hoger onderwijs, ten aanzien waarvan geen schoolplicht meer bestaat. In zijn arrest nr. 23/91 heeft het Arbitragehof geoordeeld dat geen absoluut recht bestond om een studie ononderbroken voort te zetten.

Het enige doel van de bestreden bepaling bestaat erin de weigeringen van inschrijving te omlijnen, op zodanige wijze dat die beslissingen modaliteiten eerbiedigen die zijn vastgesteld bij een besluit genomen ter uitvoering van het decreet. De delegatie, die betrekking heeft op die modaliteiten, is niet ongeoorloofd, terwijl de motiveringsplicht en de essentiële regels betreffende de beroepen in het decreet zijn vermeld.

Antwoord van de verzoeker

A.3.3. De ruimte voor reglementering die artikel 24, § 5, van de Grondwet aan de uitvoerende macht overlaat, is nauwer geworden. De fundamentele bepalingen inzake onderwijs zijn voorbehouden aan de wetgevende macht.

Volgens het arrest nr. 11/96 van het Hof behoren de voorwaarden waaronder een inschrijving kan worden geweigerd tot de inrichting van het onderwijs bedoeld in artikel 24, § 5, van de Grondwet, aangezien die criteria wezenlijke bestanddelen van het onderwijs zijn. De rechtspraak van dat arrest dient te worden bevestigd, aangezien de vernietigingsarresten absoluut gezag van gewijsde hebben.

- B -

Ten aanzien van de ontvankelijkheid ratione temporis

B.1.1. Naar luid van artikel 3, § 1, van de bijzondere wet van 6 januari 1989 op het Arbitragehof is het beroep strekkende tot vernietiging van een decreet slechts ontvankelijk indien het wordt ingesteld binnen een termijn van zes maanden na de bekendmaking van het decreet in het *Belgisch Staatsblad*. Naar luid van artikel 119 van de voormelde wet wordt de dag van de bekendmaking van de akte die het uitgangspunt is van een termijn, niet in de berekening van die termijn begrepen, terwijl de vervalddag wel is inbegrepen.

B.1.2. Uit hetgeen voorafgaat volgt dat de termijn om het beroep in te stellen tegen het decreet van de Franse Gemeenschap van 5 augustus 1995 houdende de algemene organisatie van het hoger onderwijs in hogescholen inging op de dag na de bekendmaking ervan in het *Belgisch Staatsblad* van 1 september 1995 en dus liep tot en met 1 maart 1996. Het op 1 maart 1996 ingestelde beroep is bijgevolg ontvankelijk.

De exceptie wordt verworpen.

Ten aanzien van het belang van de verzoeker

B.2.1. De verzoeker, die in de vereiste voorwaarden verkeert om hoger onderwijs te volgen, kan door de aangevochten bepaling rechtstreeks en ongunstig worden geraakt, vermits zijn inschrijving in de toekomst zou kunnen worden geweigerd indien hij niet zou voldoen aan bepalingen die de Regering zou hebben vastgesteld krachtens de delegatie die haar bij het bestreden artikel 26, § 2, eerste lid, van het in het geding zijnde decreet wordt verleend.

Van de verzoeker kan niet worden geëist dat hij bij het indienen van zijn verzoek aantoonde dat de aangevochten norm hem een nadeel zal berokkenen, vermits de Regering de bepalingen nog niet had vastgesteld waarvoor zij een machtiging heeft en vermits dergelijke bepalingen door haar kunnen worden gewijzigd en de verzoeker de wetsbepaling die hem nadeel berokkent, dient aan te vechten binnen zes maanden na de bekendmaking ervan in het *Belgisch Staatsblad*.

De eerste exceptie van niet-ontvankelijkheid met betrekking tot het belang van de verzoeker wordt verworpen.

B.2.2. De delegatie aan de uitvoerende macht die door de verzoeker wordt aangeklaagd en die vervat was in een vroegere norm die door het in het geding zijnde decreet werd opgeheven, wordt overgenomen door de bestreden bepaling, zodat het beroep dat gericht is tegen de nieuwe norm ontvankelijk is.

De tweede exceptie van niet-ontvankelijkheid met betrekking tot het belang van de verzoeker wordt verworpen.

Ten gronde

B.3.1. Artikel 24, § 5, van de Grondwet bepaalt :

« De inrichting, erkenning of subsidiëring van het onderwijs door de gemeenschap wordt geregeld door de wet of het decreet. »

Naar luid van het verslag uitgebracht namens de Commissie voor de herziening van de Grondwet en de hervorming der instellingen, heeft de Grondwetgever gewild dat « alleen democratisch verkozenen [...] door middel van algemene geldende regelen de inrichting, de erkenning en de subsidiëring van het onderwijs [kunnen] regelen » (*Gedr. St. Senaat, B.Z. 1988, nr. 100-1/2°, p. 4*).

B.3.2. De voorwaarden waaronder een inschrijving aan een hogeschool kan worden geweigerd, behoren tot de inrichting van het onderwijs bedoeld in artikel 24, § 5, van de Grondwet.

B.3.3. De Grondwetgever heeft niet beoogd iedere delegatie te verbieden die door de wetgever aan de regering zou worden verleend. Een dergelijke delegatie kan evenwel niet zover gaan dat zij het aan de regering zou overlaten regels vast te stellen die voor de organisatie van het onderwijs essentieel zijn.

B.3.4. Te dezen heeft de decreetgever zich ertoe beperkt te bepalen dat de overheden van de hogescholen, bij een met redenen omklede beslissing, de inschrijving van een student kunnen weigeren, « ingevolge bepalingen die de Regering getroffen heeft ».

Aldus laat de decreetgever het aan de Franse Gemeenschapsregering over de criteria vast te stellen op grond waarvan een inschrijving kan worden geweigerd. Die criteria zijn essentiële bestanddelen van de organisatie van het onderwijs.

De in artikel 26, § 2, eerste lid, van het bestreden decreet vervatte delegatie is derhalve niet bestaanbaar met artikel 24, § 5, van de Grondwet.

B.4. Enkel de delegatie die aan de Regering is verleend, is door ongrondwettigheid aangetast.

Daarentegen is de bestreden bepaling, in zoverre zij de overheden van de hogescholen machtigt om bij een met redenen omklede beslissing een inschrijving te weigeren, niet strijdig met artikel 24, § 5, van de Grondwet. Uit wat voorafgaat volgt dat die overheden immers van die mogelijkheid geen gebruik zullen kunnen maken dan door criteria toe te passen die door wettelijke bepalingen zijn vastgesteld.

Bijgevolg dienen in het eerste lid van artikel 26, § 2, van het decreet van 5 augustus 1995 de woorden « ingevolge bepalingen die de Regering getroffen heeft » te worden vernietigd.

B.5. Wegens de vernietiging van de bepaling ten gronde van artikel 26, § 2, eerste lid, heeft de verzoeker er geen belang bij de bepaling betreffende de inwerkingtreding van het decreet te bekritisieren. Er bestaat geen aanleiding tot vernietiging van artikel 107 van dat decreet.

Om die redenen,

het Hof

vernietigt, in artikel 26, § 2, eerste lid, van het decreet van de Franse Gemeenschap van 5 augustus 1995 houdende de algemene organisatie van het hoger onderwijs in hogescholen, de woorden « en application de dispositions arrêtées par le Gouvernement » (« ingevolge bepalingen die de Regering getroffen heeft »);

verwerpt het beroep voor het overige.

Aldus uitgesproken in het Frans, het Nederlands en het Duits, overeenkomstig artikel 65 van de bijzondere wet van 6 januari 1989 op het Arbitragehof, op de openbare terechtzitting van 18 december 1996.

De griffier,
L. Potoms.

De voorzitter,
M. Melchior.

SCHIEDSHOF

[96/21367]

D. 97 — 43

Urtel Nr. 80/96 vom 18. Dezember 1996

Geschäftsverzeichnissr. 941

In Sachen: Klage auf völlige oder teilweise Nichtigerklärung der Artikel 26 § 2 Absatz 1 und 107 des Dekrets der Französischen Gemeinschaft vom 5. August 1995 zur Festlegung der allgemeinen Organisation des Hochschulwesens in « hautes écoles », erhoben von P. Colpaert.

Der Schiedshof,

zusammengesetzt aus den Vorsitzenden M. Melchior und L. De Grève, und den Richtern P. Martens, G. De Baets, E. Cerexhe, A. Arts und R. Henneuse, unter Assistenz des Kanzlers L. Potoms, unter dem Vorsitz des Vorsitzenden M. Melchior,

verkündet nach Beratung folgendes Urteil:

I. *Gegenstand der Klage*

Mit einer Klageschrift, die dem Hof mit am 1. März 1996 bei der Post aufgegebenem Einschreibebrief zugesandt wurde und am 4. März 1996 in der Kanzlei eingegangen ist, erhob P. Colpaert, wohnhaft in 7783 Bizet, rue du Touquet 155, Klage auf Nichtigerklärung der Wortfolge « in Anwendung von durch die Regierung festgelegten Bestimmungen » in Artikel 26 § 2 Absatz 1 sowie des Artikels 107 des Dekrets der Französischen Gemeinschaft vom 5. August 1995 zur Festlegung der allgemeinen Organisation des Hochschulwesens in « hautes écoles », veröffentlicht im *Belgischen Staatsblatt* vom 1. September 1995.

II. *Verfahren*

Durch Anordnung vom 4. März 1996 hat der amtierende Vorsitzende gemäß den Artikeln 58 und 59 des Sondergesetzes vom 6. Januar 1989 über den Schiedshof die Richter der Besetzung bestimmt.

Die referierenden Richter haben Artikel 71 bzw. 72 des organisierenden Gesetzes im vorliegenden Fall nicht für anwendbar erachtet.

Die Klage wurde gemäß Artikel 76 des organisierenden Gesetzes mit am 4. April 1996 bei der Post aufgegebenen Einschreibebriefen notifiziert.

Die durch Artikel 74 des organisierenden Gesetzes vorgeschriebene Bekanntmachung erfolgte im *Belgischen Staatsblatt* vom 10. April 1996.

Der Regierung der Französischen Gemeinschaft, place Surllet de Chokier 15-17, 1000 Brüssel, hat mit am 15. Mai 1996 bei der Post aufgegebenem Einschreibebrief einen Schriftsatz eingereicht.

Dieser Schriftsatz wurde gemäß Artikel 89 des organisierenden Gesetzes mit am 29. Mai 1996 bei der Post aufgegebenen Einschreibebriefen notifiziert.

Der Kläger hat mit am 25. Juni 1996 bei der Post aufgegebenem Einschreibebrief einen Erwidierungsschriftsatz eingereicht.

Durch Anordnung vom 27. Juni 1996 hat der Hof die für die Urteilsfällung vorgesehene Frist bis zum 1. März 1997 verlängert.

Durch Anordnung vom 6. November 1996 hat der Hof die Rechtssache für verhandlungsreif erklärt und den Sitzungstermin auf den 28. November 1996 anberaumt.

Diese Anordnung wurde den Parteien und den Rechtsanwälten der Regierung der Französischen Gemeinschaft mit am 6. November 1996 bei der Post aufgegebenen Einschreibebriefen notifiziert.

Auf der öffentlichen Sitzung vom 28. November 1996

— erschienen

P. Colpaert, persönlich,

RA R. Witmeur, in Brüssel zugelassen, für die Regierung der Französischen Gemeinschaft,

— haben die referierenden Richter P. Martens und G. De Baets Bericht erstattet,

— wurden die vorgenannten Parteien angehört,

— wurde die Rechtssache zur Beratung gestellt.

Das Verfahren wurde gemäß den Artikeln 62 ff. des organisierenden Gesetzes, die sich auf den Sprachengebrauch vor dem Hof beziehen, geführt.

III. Gegenstand der angefochtenen Bestimmungen

Artikel 26 § 2 Absatz 1 des Dekrets der Französischen Gemeinschaft vom 5. August 1995 zur Festlegung der allgemeinen Organisation des Hochschulwesens in « hautes écoles » erteilt der Regierung die Zuständigkeit, Bestimmungen festzulegen, kraft welcher die Hochschulbehörde durch motivierte Entscheidung die Immatrikulation eines Studenten ablehnen kann.

Artikel 107 des Dekrets regelt dessen Inkrafttreten.

IV. In rechtlicher Beziehung

- A -

Hinsichtlich der zeitlichen Zulässigkeit

A.1.1. Die Regierung der Französischen Gemeinschaft erhebt eine Einrede der zeitlichen Unzulässigkeit. Da das angefochtene Dekret am 1. September 1995 veröffentlicht worden sei, sei die am 1. März 1996 erhobene Klage unzulässig, weil die Frist am 29. Februar 1996 abgelaufen sei.

A.1.2. Der Kläger behauptet, daß die Klageerhebungsfrist jedoch am 1. März 1996 abgelaufen sei, und zwar am Tag der Notifikation der Klageschrift. Der Hof habe diese Fristberechnungsmethode in seinem Urteil Nr. 11/96 angewandt, indem er eine am 8. Mai 1995 erhobene Klage gegen ein im *Belgischen Staatsblatt* vom 8. November 1994 veröffentlichtes Dekret nicht wegen zeitlicher Unzulässigkeit zurückgewiesen habe.

Hinsichtlich des Interesses des Klägers

A.2.1. Der Kläger trete in seiner Eigenschaft als Student im Vollzeithochschulunterricht mit kurzer Studiendauer vor Gericht auf. Er befürchte, infolge der von der Regierung in Anwendung der angefochtenen Dekretsbestimmung erlassenen Vorschriften nach dem laufenden akademischen Jahr sein Studium nicht fortsetzen bzw. kein neues Studium in Angriff nehmen zu können.

Von der Regierung der Französischen Gemeinschaft erhobene Einrede

A.2.2.1. Der Kläger könne sein Interesse nur dann nachweisen, wenn er unter Beweis stelle, daß er in ungünstigem Sinne von der angefochtenen Rechtsnorm betroffen sei. Im vorliegenden Fall sei das Interesse des Klägers hypothetisch, da ihm keine Immatrikulation verweigert worden sei. Des weiteren obliege es ihm, mehrere Angaben über seine persönliche Situation zu erteilen und den Nachweis für die objektiven Gründe zu erbringen, weshalb er befürchten könne, daß er von der angefochtenen Bestimmung betroffen sein werde.

Die in allgemeiner Formulierung der vollziehenden Gewalt erteilte Delegation sei als verfassungsmäßig zu bewerten; die Regierung werde die in Artikel 24 der Verfassung erhaltenen Garantien beachten müssen.

Wenn der Kläger überhaupt einen Nachteil erleide, so ergäbe sich dieser außerdem nicht aus der angefochtenen Bestimmung, da die Hochschule nur aufgrund ihrer Hausordnung die Immatrikulation verweigern könnte. Die angefochtene Bestimmung führe dazu, daß den Studenten ein Vorteil eingeräumt werde, indem die Möglichkeit vorgesehen werde, gegen die Immatrikulationsverweigerung Beschwerde einzulegen. Das Dekret ziele übrigens nicht darauf ab, den freien Zugang der Studenten einzuschränken, sondern im Gegenteil Bestimmungen vorzusehen, denen sich die Hochschulen diesbezüglich zu unterwerfen hätten.

Da der Klagegegenstand auf die Wortfolge « in Anwendung von durch die Regierung festgelegten Bestimmungen » in Artikel 26 § 2 Absatz 1 des Dekrets beschränkt sei, könnte die Sachlage des Klägers weniger günstig werden, wenn seiner Klage stattgegeben werde; in diesem Fall würde die Hochschulbehörde über eine Ermessensfreiheit verfügen, wohingegen diese Möglichkeit im Falle der Zurückweisung der Klage nur innerhalb des von der Region festgelegten Rahmens zur Anwendung gebracht werden könne.

A.2.2.2. Die angefochtene Bestimmung übernehme Artikel 52 des Dekrets vom 27. Oktober 1994, welches durch Artikel 95 des fraglichen Dekrets aufgehoben worden sei. Die Rechtslage des Klägers werde also durch den beanstandeten Wortlaut nicht angetastet.

Erwiderung des Klägers

A.2.3.1. Durch die allgemeine Beschaffenheit der Delegation, die die Regierung erhalten habe, könnte sie Gründe zur Ablehnung von Immatrikulationen, etwa für Sitzenbleiber oder für Inhaber eines akademischen Grades vorsehen oder gar einen *Numerus clausus* einführen. Der Kläger laufe also Gefahr, sein Studium nicht beenden bzw. kein neues Studium in Angriff nehmen zu können.

Wenn außerdem erforderlich sei, daß der Kläger bereits einen Nachteil erlitten habe, so würde dies darauf hinauslaufen, daß jede Nichtigkeitsklage gegen eine Gesetzesbestimmung, die nicht innerhalb von sechs Monaten nach ihrer Veröffentlichung im *Belgischen Staatsblatt* zur Durchführung gebracht worden sei, verhindert werde.

Die Argumentation, der zufolge die Hochschule die Immatrikulation lediglich aufgrund ihrer Hausordnung ablehnen könnte und die in einer anderen Rechtssache vorgebracht worden sei, habe der Hof in seinem Urteil Nr. 11/96 zurückgewiesen.

A.2.3.2. Hinsichtlich der Auswirkungen der Aufrechterhaltung der identischen, durch das angefochtene Dekret aufgehobenen Bestimmung auf das Interesse des Klägers sei darauf hinzuweisen, daß diese Frage Gegenstand einer Kontroverse sei, da diese Angelegenheit vom Staatsrat und vom Schiedshof jeweils unterschiedlich behandelt werde.

Zur Hauptsache

Einzigere Klagegrund

A.3.1. In dem Klagegrund, der von einer Verletzung von Artikel 24 § 5 der Verfassung ausgeht, wird der angefochtenen Bestimmung zur Vorwurf gemacht, daß sie der Regierung eine zu weitgefaßte Delegation erteile. Gemäß der Rechtsprechung des Hofes (insbesondere Urteil Nr. 11/96) und der beiden Abteilungen des Staatsrats würden die Voraussetzungen, unter denen eine Immatrikulation an einer Hochschule abgelehnt werden könne, zum Bereich der

Organisation des Unterrichtswesens im Sinne von Artikel 24 § 5 der Verfassung und würden die mit dieser Ablehnung verbundenen Kriterien wesentliche Bestandteile desselben darstellen, die nicht an die Regierung übertragen werden könnten.

Standpunkt der Regierung der Französischen Gemeinschaft

A.3.2. Gemäß der Rechtsprechung des Hofes dürfe der Gesetzgeber der vollziehenden Gewalt Delegationen erteilen, vorausgesetzt, daß er die Grundprinzipien festlege.

Dies sei hier nicht der Fall, da das angefochtene Dekret das wesentliche Prinzip der Wahlfreiheit festlege und die Ablehnung einer Immatrikulation nur ausnahmsweise erlaube, da diese Ablehnung den Vorarbeiten zufolge aus akademischen oder disziplinarischen Gründen gerechtfertigt sein solle. Außerdem sei die Ablehnung zu motivieren, müsse sie dem Studenten mitgeteilt werden und werde eine Beschwerdemöglichkeit eingeführt, sowie eine kurze Frist für die Urteilsfällung über diese Beschwerde. Diese Delegation beschränke sich demzufolge auf die Modalitäten der Ablehnung.

Außerdem sei das im angefochtenen Dekret verankerte Prinzip nicht neu. Bereits Artikel 9bis § 2 des Gesetzes vom 7. Juli 1970 über die allgemeine Struktur des Hochschulwesens habe die Ablehnung von Immatrikulationen vorgesehen. Auch habe der Staatsrat erkannt, daß das Recht auf Unterricht nicht beinhalte, daß ein Schüler in jede von ihm gewählte Anstalt aufgenommen werde müsse; *a fortiori* habe ein solches, im subventionierten Unterrichtswesen festgelegtes Prinzip im Hochschulbereich den Vorrang zu erhalten, da es im Hochschulwesen keine Schulpflicht mehr gebe. In seinem Urteil Nr. 23/91 habe der Schiedshof erkannt, daß es kein absolutes Recht gebe, ein Studium ununterbrochen fortzusetzen.

Das einzige Ziel der angefochtenen Bestimmung bestehe darin, die Immatrikulationsablehnungen zu umreißen, und zwar dergestalt, daß diese Entscheidungen Modalitäten berücksichtigen würden, die in einem zur Durchführung des Dekrets ergangenen Erlaß festgelegt worden seien. Die Delegation, die sich auf diese Modalitäten beziehe, sei nicht unstatthaft, während die Motivierungspflicht und die wesentlichen Vorschriften bezüglich der Rechtsmittel im Dekret enthalten seien.

Erwiderung des Klägers

A.3.3. Der Regelungsspielraum, der Artikel 24 § 5 der Verfassung der vollziehenden Gewalt überlasse, sei enger geworden. Die grundlegenden Bestimmungen im Bereich des Unterrichtswesens seien der gesetzgebenden Gewalt vorbehalten.

Dem vom Hof verkündeten Urteil Nr. 11/96 zufolge würden die Voraussetzungen, unter denen eine Immatrikulation abgelehnt werden könne, zum Bereich der Organisation des Unterrichtswesens im Sinne von Artikel 24 § 5 der Verfassung gehören, da diese Kriterien wesentliche Bestandteile des Unterrichtswesens darstellen würden. Die im besagten Urteil enthaltene Rechtsprechung sei zu bestätigen, da die Nichtigkeitsurteile absolute Rechtskraft hätten.

- B -

Hinsichtlich der zeitlichen Zulässigkeit

B.1.1. Laut Artikel 3 § 1 des Sondergesetzes vom 6. Januar 1989 über den Schiedshof ist die Klage auf Nichtigerklärung eines Dekrets nur dann zulässig, wenn sie innerhalb einer sechsmonatigen Frist nach erfolgter Veröffentlichung des Dekrets im *Belgischen Staatsblatt* erhoben worden ist. Laut Artikel 119 des vorgenannten Gesetzes wird, der Tag der Veröffentlichung der Rechtsnorm, der den Ausgangspunkt einer Frist darstellt, nicht in die Berechnung dieser Frist einbezogen, wohingegen der Tag, an dem die Frist abläuft, tatsächlich mit einbezogen wird.

B.1.2. Aus den vorstehenden Erwägungen geht hervor, daß die Frist für die Klageerhebung gegen das Dekret der Französischen Gemeinschaft vom 5. August 1995 zur Festlegung der allgemeinen Organisation des Hochschulwesens im « hautes écoles » am Tag nach der Veröffentlichung dieses Dekrets im *Belgischen Staatsblatt* vom 1. September 1995 anfang und demzufolge bis zum 1. März 1996 einschließlich lief. Die am 1. März 1996 erhobene Klage ist demzufolge zulässig.

Die Einrede wird zurückgewiesen.

Hinsichtlich des Interesses des Klägers

B.2.1. Den Kläger, der die Voraussetzungen für die Inangriffnahme eines Hochschulstudiums erfüllt, kann die angefochtene Bestimmung unmittelbar und in ungünstigem Sinne betreffen, da seine Immatrikulation in Zukunft abgelehnt werden könnte, wenn er nicht den Bestimmungen gerecht wird, die die Regierung kraft der Delegation, die ihr durch den angefochtenen Artikel 26 § 2 Absatz 1 des fraglichen Dekrets erteilt wird, festlegen würde.

Vom Kläger kann nicht verlangt werden, daß er bei der Klageerhebung unter Beweis stellt, daß die angefochtene Rechtsnorm ihm einen Nachteil zufügen wird, da die Regierung die Bestimmungen, für die sie eine Ermächtigung erhalten hat, noch nicht festgelegt hatte und da solche Bestimmungen von ihr geändert werden können und der Kläger die ihn schädigende Gesetzesbestimmung innerhalb von sechs Monaten nach ihrer Veröffentlichung im *Belgischen Staatsblatt* anzufechten hat.

Die erste Unzulässigkeitseinrede bezüglich des Interesses des Klägers wird zurückgewiesen.

B.2.2. Die der vollziehenden Gewalt erteilte Delegation, die vom Kläger beanstandet wird und die bereits in einer früheren Rechtsnorm enthalten war, welche durch das fragliche Dekret aufgehoben wurde, wird durch die angefochtene Bestimmung übernommen, weshalb die gegen die neue Rechtsnorm gerichtete Klage zulässig ist.

Die zweite Unzulässigkeitseinrede bezüglich des Interesses des Klägers wird zurückgewiesen.

Zur Hauptsache

B.3.1. Artikel 24 § 5 der Verfassung bestimmt folgendes:

« Die Organisation, die Anerkennung oder die Bezuschussung des Unterrichtswesens durch die Gemeinschaft wird durch Gesetz oder Dekret geregelt. »

Laut dem namens des Ausschusses für die Verfassungsrevision und die Reform der Institutionen erstatteten Bericht wollte der Verfassungsgeber, daß « nur demokratisch Gewählte mittels allgemein geltender Vorschriften die Organisation, die Anerkennung und die Bezuschussung des Unterrichtswesens regeln können » (*Parl. Dok., Senat, Sondersitzungsperiode 1988, Nr. 100-1/2, S. 4*).

B.3.2. Die Voraussetzungen, unter denen die Immatrikulation an einer Hochschule abgelehnt werden kann, gehören zum Bereich der Organisation des Unterrichtswesens im Sinne von Artikel 24 § 5 der Verfassung.

B.3.3. Der Verfassungsgeber hat nicht jede Delegation, die der Gesetzgeber der Regierung erteilen würde, verbieten wollen. Eine solche Delegation darf jedoch nicht so weit reichen, daß sie es die Regierung überlassen würde, Regeln festzulegen, die für die Organisation des Unterrichtswesens von wesentlicher Bedeutung sind.

B.3.4. Im vorliegenden Fall hat der Dekretgeber sich darauf beschränkt, zu bestimmen, daß die Hochschulbehörden durch motivierte Entscheidung die Immatrikulation eines Studenten « in Anwendung von durch die Regierung festgelegten Bestimmungen » ablehnen können.

Somit stellt der Dekretgeber es der Regierung der Französischen Gemeinschaft anheim, die Kriterien festzulegen, auf deren Grundlage eine Immatrikulation abgelehnt werden kann. Diese Kriterien sind wesentliche Bestandteile der Organisation des Unterrichtswesens.

Die in Artikel 26 § 2 Absatz 1 des angefochtenen Dekrets enthaltene Delegation ist demzufolge unvereinbar mit Artikel 24 § 5 der Verfassung.

B.4. Nur die der Regierung erteilte Delegation ist mit dem Fehler der Verfassungswidrigkeit behaftet.

Demgegenüber steht die angefochtene Bestimmung insofern, als sie die Hochschulbehörden dazu ermächtigt, durch motivierte Entscheidung eine Immatrikulation abzulehnen, nicht im Widerspruch zu Artikel 24 § 5 der Verfassung. Aus den vorstehenden Erwägungen geht hervor, daß diese Behörden von dieser Möglichkeit nämlich nur Gebrauch machen können, indem sie Kriterien zur Anwendung bringen, welche durch gesetzliche Bestimmungen festgelegt worden sind.

Demzufolge ist die in Absatz 1 von Artikel 26 § 2 des Dekrets vom 5. August 1995 enthaltene Wortfolge « in Anwendung von durch die Regierung festgelegten Bestimmungen » für nichtig zu erklären.

B.5. Wegen der Nichtigerklärung der Grundbestimmung von Artikel 26 § 2 Absatz 1 hat der Kläger kein Interesse daran, die Bestimmung bezüglich des Inkrafttretens des Dekrets zu beanstanden. Es gibt keinen Anlaß zur Nichtigerklärung von Artikel 107 dieses Dekrets.

Aus diesen Gründen:

Der Hof

erklärt in Artikel 26 § 2 Absatz 1 des Dekrets der Französischen Gemeinschaft vom 5. August 1995 zur Festlegung der allgemeinen Organisation des Hochschulwesens in « hautes écoles » die Wortfolge « en application de dispositions arrêtées par le Gouvernement » (« in Anwendung von durch die Regierung festgelegten Bestimmungen ») für nichtig; weist die Klage im übrigen zurück.

Verkündet in französischer, niederländischer und deutscher Sprache, gemäß Artikel 65 des Sondergesetzes vom 6. Januar 1989 über den Schiedshof, in der öffentlichen Sitzung vom 18. Dezember 1996.

Der Kanzler,
L. Potoms.

Der Vorsitzende,
M. Melchior.

GOUVERNEMENTS DE COMMUNAUTE ET DE REGION GEMEENSCHAPS- EN GEWESTREGERINGEN GEMEINSCHAFTS- UND REGIONALREGIERUNGEN

VLAAMSE GEMEENSCHAP — COMMUNAUTE FLAMANDE

MINISTERIE VAN DE VLAAMSE GEMEENSCHAP

N. 97 — 44

[S - C - 97/36548]

26 NOVEMBER 1996. — Besluit van de Vlaamse regering tot wijziging van de besluiten van de Vlaamse regering van 15 december 1993 houdende uitvoeringsbepalingen van het decreet van 27 januari 1993 houdende regeling van de subsidiëring voor de werking van organisaties voor podiumkunsten

De Vlaamse regering,

Gelet op het decreet van 27 januari 1993 houdende regeling van de subsidiëring voor de werking van organisaties voor podiumkunsten, inzonderheid op artikel 11, § 1, 6°, artikel 12, § 1, 5°, artikel 12, § 3, artikel 22, § 1, 6°, artikel 23, 2°, artikel 32, § 1, 7°, artikel 41, § 1, 6° en artikel 43, 2°;

Gelet op het besluit van de Vlaamse regering van 15 december 1993 houdende uitvoeringsbepalingen van het decreet van 27 januari 1993 houdende regeling van de subsidiëring voor de werking van organisaties voor podiumkunsten, voor wat de organisaties voor Nederlandstalige dramatische kunst betreft, gewijzigd bij besluit van de Vlaamse regering van 21 december 1995;

Gelet op het besluit van de Vlaamse regering van 15 december 1993 houdende uitvoeringsbepalingen van het decreet van 27 januari 1993 houdende regeling van de subsidiëring voor de werking van organisaties voor podiumkunsten, voor wat de organisaties voor dans betreft, gewijzigd bij de besluiten van de Vlaamse regering van 28 juli 1995 en 21 december 1995;

Gelet op het besluit van de Vlaamse regering van 15 december 1993 houdende uitvoeringsbepalingen van het decreet van 27 januari 1993 houdende regeling van de subsidiëring voor de werking van organisaties voor podiumkunsten, voor wat de kunstencentra betreft, gewijzigd bij de besluiten van de Vlaamse regering van 28 juli 1995 en 21 december 1995;

Gelet op het besluit van de Vlaamse regering van 15 december 1993 houdende uitvoeringsbepalingen van het decreet van 27 januari 1993 houdende regeling van de subsidiëring voor de werking van organisaties voor podiumkunsten, voor wat de organisaties voor muziektheater betreft, gewijzigd de besluiten van de Vlaamse regering van 28 juli 1995 en 21 december 1995;